

**COMITÉ CONSULTATIF
DE LA LÉGISLATION
ET DE LA RÉGLEMENTATION
FINANCIÈRES**

SECRETARIAT GENERAL

ORDRE DU JOUR

**SÉANCE 229
15 février 2018**

1. Points d'ordre général

- Approbation des procès-verbaux des séances des 7 décembre et 20 décembre 2017

2. Textes présentés pour avis

2.1. Projets de règlement ou de directive communautaires et projets de loi

2.1.1) Projet de loi de ratification de l'ordonnance dématérialisation

Ce projet de loi vise à ratifier l'ordonnance n°2017-1433 du 4 octobre 2017 relative à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier ainsi qu'à procéder à quelques ajustements et à corriger des éléments de pure forme.

2.2. Autres projets de texte

2.2.1) Projet de décret relatif à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier

Pris en application de l'ordonnance n°2017-1433 du 4 octobre 2017 relative à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier, ce projet de décret vise à toiletter les parties R des codes existants dans le champ de l'ordonnance.

2.2.2) Projet de décret fixant les règles applicables au régime de résolution pour le secteur de l'assurance

Ce projet de décret est un ajustement de celui présenté lors de la séance du 20 décembre 2017 du CCLRF.

2.2.3) Projet d'arrêté précisant les règles applicables au régime de résolution pour le secteur de l'assurance

Pris en application de l'ordonnance n° 2017-1608 du 27 novembre 2017 relative à la création d'un régime de résolution pour le secteur de l'assurance, ce projet d'arrêté vise à préciser, notamment, les seuils d'assujettissement au dispositif préventif, les critères d'évaluation de la résolvabilité ainsi que le contenu des plans préventifs de rétablissement et de résolution.

2.2.4) **Retiré**

2.2.5) Projet d'arrêté relatif aux ressources financières de l'ACPR

Le projet d'arrêté vise à modifier l'arrêté du 26 avril 2010 relatif à la contribution pour frais de contrôle afin d'accroître les ressources de l'ACPR dont le plafond de recettes affectées a été relevé par la loi de finances pour 2018

ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE

Autre projet de texte

A) Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 précisant le décret n° 2016-1683 du 5 décembre 2016 fixant les règles et procédures concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, dites " norme commune de déclaration "

Ce projet d'arrêté a pour objet de modifier la liste des Etats et territoires partenaires et la liste des Etats et territoires donnant lieu à transmission d'informations ainsi que les seuils montants et plafonds prévus par le décret n° 2016-1683 du 5 décembre 2016 fixant les règles et procédures concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, dites " norme commune de déclaration "